

Sonia Le Gouriellec

chargée d'études Afrique à l'IRSEM



## Afrique : Défense et politique étrangère

DECEMBRE 2014 – n°4

*Les notes de veille « Afrique » de l'IRSEM proposent une sélection des analyses de chercheurs sur l'actualité africaine du mois écoulé en matière de défense et de politique étrangère.*

### Sommaire

Transitions politiques .....	1
Violence, conflits et terrorisme .....	2
Forum pour la Paix et la Sécurité en Afrique .....	2

*Les analyses du mois de décembre sont consacrées aux travaux portant sur les facteurs de démocratisation, ainsi que sur le Forum pour la Paix et la Sécurité en Afrique qui s'est tenu les 15 et 16 décembre 2014 à Dakar.*

### Transitions politiques

Le [développement économique participe-t-il à la promotion de la démocratie ?](#) Une large [littérature](#) l'affirme, à l'exception des pétro-Etats. Néanmoins, des objections se font jour et proposent d'analyser d'autres facteurs qui pourraient prédisposer certains Etats à se développer économiquement et à construire des institutions démocratiques sans que l'un soit indispensable à l'autre. Selon [Daniel Treisman](#) (Université de Californie à Los Angeles) le développement économique conduit à une plus grande démocratisation mais la progression n'est pas incrémentale. Le chercheur appuie son argumentation sur l'exemple de l'Espagne sous Franco et sur une liste de 21 Etats non-démocratiques qui ont vu leur croissance économique croître entre 1875 et 2004. La démocratisation s'est toujours faite après le départ de l'autocrate.

Dans « [Coups and Democracy](#) », Hein Goemans (Université de Rochester) et Nikolay Marinov (Université de Mannheim) démontrent qu'avec la fin du monde bipolaire l'aide conditionnée apportée par l'ancien bloc de l'Ouest aux Etats les plus pauvres a pu promouvoir la démocratie. Dans les années 1990, l'Union européenne et les Etats-Unis ont incité les régimes issus de coups d'Etat à organiser rapidement des élections. En l'absence d'autres bailleurs financiers après la chute de l'URSS, les putschistes étaient contraints de se conformer à cette nouvelle norme (ex : General Salou Djibo au Niger après le coup d'Etat de 2010).

Dans un [billet d'Africa4](#), l'historien Jean-Pierre Bat revient sur la crise de transition au Burkina Faso et rappelle que « *l'armée n'est pas un bloc monolithique, et qu'à tort de nombreux analystes présentent l'armée en Afrique de l'Ouest comme l'antithèse de la société civile* ». Or, elle joue un rôle clé dans ces périodes en tant qu' « ultime garant de l'ordre ». En s'appuyant sur l'histoire récente de l'Afrique de l'Ouest et de ses transitions politiques Jean-Pierre Bat interroge cet ordre : s'agit-il de l'ordre déchu, public ou transitionnel ?

## Violence, conflits et terrorisme

Mi-décembre, Steven Pinker (professeur à Harvard) et Andy Mack (professeur Université Simon Fraser) rassuraient les lecteurs de [Slate](#): le monde ne s'effondre pas. Malgré une hausse de la violence en 2014 ainsi que les commentaires alarmistes des politiques et des journalistes, nous vivrions une des périodes les plus pacifiques de l'histoire humaine. Alors pourquoi ce sentiment d'un « monde au bord du gouffre » (pour reprendre le titre d'un récent colloque parisien) ? Plusieurs hypothèses sont avancées pour expliquer cette thèse contre-intuitive dont celles de la propension des médias à [rapporter principalement les mauvaises nouvelles](#) et celle de nos propres limites cognitives. Les deux chercheurs invitent donc à évaluer l'état du monde quantitativement. Pour cela ils étudient le nombre de démocraties et d'autocraties dans le monde (projet de recherche [Polity IV](#)), de génocides ou de massacres (voir [ICI](#)), le nombre de conflits armés et de guerres (voir : [Uppsala Conflict Data Program](#)). Toutes les statistiques convergent vers une baisse du nombre de conflits: [Correlates of War](#), [Human Security Report](#), [SIPRI](#), [PRIO](#), [Global Peace Index](#). Ces travaux rejoignent ceux de nombreux chercheurs comme Lotta Themner et Peter Wallensteen, [John Horgan](#), [Azar Gat](#) et, en France, Jean-Jacques Roche (« [Le silence des armes ou la paix importune](#) ») qui évoque « l'illusion du désordre ».

## Forum pour la Paix et la Sécurité en Afrique

Le Sénégal a accepté d'accueillir la première édition de ce Forum informel. Inspiré du Forum de Manama, du Shangri-la Dialogue à Singapour, de la Conférence de Munich ou encore celle d'Halifax, le Forum de Dakar aspire à devenir pérenne. Ce **premier objectif semble avoir été atteint** puisque Macky Sall, le président sénégalais, a conclu le Forum par ce verdict : « *la parole s'est libérée ce soir, rendez-vous dans un an. Inch'Allah* ». La réunion avait également pour ambition de **faire dialoguer politiques, experts, chercheurs et acteurs de la société civile** concernés par les questions de paix et de sécurité en Afrique. Le Forum n'avait donc **pas la prétention de prendre des décisions mais de poser les bases d'un nouveau rendez-vous sécuritaire**. Peut-on considérer que ce Forum constitue une nouvelle forme de dialogue et « marquera un tournant » comme le souhaitait Cheikh Tidiane Gadio ? Est-il parvenu à poser les bases d'une vision ou d'une défense commune entre Africains ?

**Le terrorisme est la menace qui a monopolisé les débats**. L'existence de cette menace transnationale a préoccupé les participants, inquiets de la faible capacité des Etats à coopérer et à mutualiser leurs moyens pour la combattre. **La situation sécuritaire au Mali et en Libye était le sujet incontournable des échanges**. Tous les intervenants s'accordent sur la menace que représente la Libye pour la région. Ainsi, la responsabilité occidentale dans la déstabilisation régionale depuis

l'intervention de l'OTAN en Libye en 2011 est revenue à de nombreuses reprises. **Les participants africains ont appelé les Occidentaux à prendre leurs responsabilités.** Le Forum s'est d'ailleurs clôturé sur la longue diatribe du président tchadien Idriss Deby appelant l'OTAN à intervenir et à « finir le travail ». Jean-Yves Le Drian l'a ensuite rappelé à ses responsabilités : « *le Tchad vient de tracer la feuille de route, l'exécutif est là. Comme disait ma grand-mère : il n'y a plus qu'à faire* ». **La menace liée à l'extension du champ d'activité de Boko Haram a également été évoquée.** Le ministre de la Défense français, Jean-Yves Le Drian, a proposé « *la mise en place d'un comité de liaison de nature militaire entre les autorités de ces quatre pays [Cameroun, Niger, Nigeria, Tchad], pour aider à coordonner leur action et leur capacité de riposte, et nous mettons à leur disposition plusieurs officiers [...] susceptibles de les accompagner à cet égard* ». Cette initiative vise, entre autres, à unir les Etats dans la lutte via le partage de renseignements alors même que le déploiement de 2800 soldats promis le long des frontières communes pour fin novembre est à peine entamé.

**La deuxième journée** était consacrée à l'appropriation africaine et aux partenariats avec les acteurs sécuritaires internationaux militaires et civils. **La coopération est le seul moyen de contenir la menace terroriste. Elle implique tous les Etats africains, ainsi que leurs partenaires internationaux.** Ainsi, tous ont reconnu et remercié la France pour son intervention « salutaire » au Mali, tout en invoquant la nécessité d'une appropriation africaine que la France elle-même demande. Jean-Yves Le Drian l'a confirmé « *Barkhane est un accélérateur de coopération* ». Il invite également les Nations Unies, l'Union européenne, les États-Unis mais également la Chine et le Japon, tous présents au Forum, « *à faire de la coopération la règle et non plus l'exception* ». **Les partenaires internationaux étaient notamment représentés** par Zhon Jianhua, l'envoyé spécial de la Chine pour l'Afrique, qui a expliqué que son pays avait « *une histoire de conflits mais aussi une histoire de solutions* ». Le Japon a été, à plusieurs reprises, remercié pour l'aide financière apportée à l'organisation du Forum (20%). Le sous-secrétaire adjoint à la Défense des États-Unis, Amanda Dory a évoqué la coopération forte avec la France dans la zone sahéenne. Le représentant de l'Union européenne a reconnu que le Sahel était une priorité de l'Union européenne et appartenait à son voisinage immédiat. Un ancien ministre tunisien a d'ailleurs évoqué l'émergence d'une zone sahélo-magrébine. **Le Sahel est entré de plein pied dans l'espace géostratégique méditerranéen** ce qui constitue une nouvelle donne.

Les réponses africaines sont encore balbutiantes et l'opérationnalisation de la Capacité africaine de réponse immédiate aux crises (CARIC<sup>1</sup>) et des Forces Africaines en Attente (FAA) a été posé comme un défi dans l'un des ateliers. **Les difficultés de financement sont revenues à de nombreuses reprises dans les débats.** A ce titre, l'ancien président du Nigeria, Olusegun Obasanjo, qui doit publier un rapport sur le financement de la paix et de la sécurité en Afrique, a pris la présidence d'un atelier sur la question et a rappelé que le financement doit être « une affaire africaine ». Idriss Déby lui-même est revenu lors de la clôture sur la nécessité d'un financement africain pour permettre l'appropriation de la sécurité. Toutefois, les difficultés ne sont pas uniquement financières et un ancien ministre a expliqué que **la coordination et la bonne volonté étaient essentielles.** « *On parle beaucoup, on fait peu* » a-t-il ajouté. Selon lui, les problèmes sécuritaires au Sahel seraient en partie résolus si l'Algérie et le Maroc coopéraient et se coordonnaient. **Au-delà, la lutte contre le terrorisme reproblématise la question de l'État en Afrique.** Jean-Marie Guéhenno, président de l'*International Crisis Group*, l'a évoqué : la « *fragilité de l'État* » est au cœur de la problématique.

---

<sup>1</sup> Décidée lors du Sommet de l'Union africaine en mai 2013 et reposant sur le volontariat.

Face à ce constat certains participants ont appelé à dépasser l'État pour créer les États-Unis d'Afrique. En réponse, d'autres leur ont répondu qu'avec les défis actuels il fallait se garder de conclure que « l'État est terminé » car une autre forme d'État menacerait : le Califat. Jean-Yves Le Drian a d'ailleurs insisté sur l'importance de développer des armées africaines solides et des États forts : « *La sécurité se construit à l'échelle d'un État. Pour une architecture régionale forte il faut des fondement solides* ».

**Le Forum confirme être un lieu de coopération, de dialogue et de sociabilisation nécessaire.** A ce titre, il peut être considéré comme un succès diplomatique. En effet, le Forum a accueilli le double de participants qu'initialement prévu. Ainsi, entre 350 et 400 personnalités politiques de haut niveau, des militaires, de nombreux académiques, dont douze organisations internationales et une centaine de journalistes se sont retrouvés à l'Hôtel King Fahd de Dakar. Les participants ont applaudi la « *liberté de parole* » qui a accompagné ces deux jours de forum. Smaïl Chergui, le Commissaire à la Paix et à la Sécurité de l'Union africaine a salué « *un dialogue au service de la paix universelle* ». Le principe de « Chatham House », instauré lors des ateliers pour assurer leur caractère informel, y a sûrement contribué. Les rencontres bilatérales et les entretiens en marge du Forum ont probablement permis des échanges porteurs. Néanmoins, on notera un **certain climat de scepticisme et de doute chez les participants** concernant les ambitieuses déclarations de coopération, de mutualisation et d'appropriation en l'absence de gouvernance démocratique. Selon le chercheur Roland Marchal ([sur RFI](#)), il ne faut pas être spécialement pessimiste. Les Etats de la région ont une certaine capacité à répondre à ces défis. Néanmoins, la communauté internationale ne tire pas suffisamment les leçons des expériences afghanes syriennes et somaliennes, au risque de reproduire les mêmes erreurs. Il souligne le risque d'avoir un débat un peu trop stéréotypé, trop sécuritaire, trop militaire. Il faut pousser le débat au-delà des accords trop flous de façon à ce que des solutions originales soient trouvées. Le Forum pour la Paix et la Sécurité en Afrique aspirait également à avoir, comme son nom l'indique, une portée continentale. Néanmoins, on peut regretter que **les conflits soudanais, somalien, congolais, et même centrafricain n'aient été abordés ou l'ont été à la marge**. De même, le Forum a souffert de **l'absence d'acteurs continentaux majeurs**. Ainsi, le Kenya, l'Afrique du Sud ou encore la République Démocratique du Congo n'étaient pas représentés. Il en est de même du Soudan et de l'Égypte qui prônent pourtant une intervention en Libye. L'Éthiopie, l'Ouganda et le Nigeria n'ont envoyé qu'un représentant (respectivement le conseiller du Premier ministre, le Chef d'état-major des armées et l'ancien Président). Certains participants ont également souligné **la surreprésentation des pays francophones. Le Forum semble donc plus concerner les États du Sahel que le continent africain dans sa globalité** comme l'atteste la présence de quatre Présidents sahéliens lors du panel de clôture.

**L'africanisation de la gestion des conflits, retenue comme la principale conclusion du Forum, est une idée qui a émergé au lendemain de la guerre froide.** Elle reflète l'idée d'un monde post-bipolaire, structuré autour de blocs régionaux qui s'autoréguleraient. Vivement critiquée pour ses difficultés, et une nouvelle fois au Forum, la construction d'une architecture de paix et de sécurité s'inscrit dans le temps long des grandes évolutions politiques. Dans un contexte de contraintes capacitaires sur le continent, **la question est de savoir si la prévention, la gestion des conflits et des périodes post-conflits sont une réalité ou simplement du ressort du discours.** Ce Forum s'il se pérennise véritablement apportera peut-être « *une « nouvelle pierre », qui manquait encore, à l'édifice de l'APSA* », comme le préconisait Jean-Yves Le Drian. Il a révélé la difficulté de trouver

l'acteur essentiel à la gestion de crise sur le continent au niveau régional ou continental, dans une période où la menace évolue et défie des États déjà fragiles. Il a permis de réunir un large panel de spécialistes des questions sécuritaires sur le continent. Jean-Yves Le Drian le reconnaît : « *L'Afrique a besoin de lieu de débat où se cristallise le consensus* ». Néanmoins, ce Forum ne doit pas rester une nouvelle initiative de dialogue et devra, à l'avenir, aborder les questions de fond. Il devra également s'élargir et attirer les grands acteurs de la sécurité du continent, faute de quoi il deviendra **un Forum pour la paix et la sécurité dans le Sahel**.

Retrouvez cette note ainsi que les précédentes sur le site de l'IRSEM [ici](#).